

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, publié dans le quotidien suédois "Svenska Dagbladet" du 3 juillet 2009, sur l'Union européenne face à la crise économique, l'avenir du Traité de Lisbonne, la question du réchauffement climatique et sur les relations euro-turques.

QUESTION - Dans le discours de Versailles vous affirmez que l'Europe ne pourra plus fonctionner après la crise comme elle fonctionnait avant. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement? Quel est l'orientation du projet européen de la France ?

LE PRESIDENT - L'Europe que nous voulons, c'est une Europe qui agit, qui s'engage, c'est une Europe qui défend ses intérêts et ses valeurs et c'est une Europe qui prend ses responsabilités pour peser dans les affaires du monde.

Cette Europe là est possible, les derniers mois l'ont prouvé. Cette Europe, c'est celle qui a proposé et obtenu le G20 pour répondre à la crise financière. C'est celle qui, à Washington puis à Londres, a porté le plus haut niveau d'ambition et permis d'obtenir, en matière de régulation financière notamment, des résultats que personne n'aurait imaginés. Cette Europe, c'est celle qui a mis fin au conflit entre la Russie et la Géorgie, qui s'est engagée de manière décisive lors de la crise à Gaza. C'est celle qui est à la pointe du combat contre le réchauffement climatique, grâce à l'adoption du paquet énergie-climat. Et c'est celle qui, avec le traité de Lisbonne, est enfin sur le point de résoudre la question de ses institutions.

Cette pour cette Europe qui agit, qui décide, qui croit en elle-même, que nos pays s'engagent. La Présidence suédoise de l'Union marquera, j'en suis certain, une nouvelle étape importante dans la construction de cette Europe. Elle pourra compter sur le soutien de la France.

QUESTION - Dans le même discours vous déclarez qu'il faut radicalement changer la façon de poser le problème des déficits des finances publiques. Est-ce que les règles européennes du pacte de stabilité reflètent une orthodoxie budgétaire périmée ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas mon avis. Dans une Europe où seize pays partagent une même monnaie, et demain beaucoup plus, la coordination et la discipline budgétaire qu'impose le pacte de stabilité sont absolument indispensables. C'est la raison pour laquelle j'ai plusieurs fois rappelé, avec Angela Merkel, combien il était impératif de renouer avec les règles du pacte à mesure que nous sortirons de la crise.

Mais face à la situation que nous connaissons aujourd'hui, nous ne pouvions pas faire comme si de rien n'était. Une crise comme celle que nous traversons conduit inévitablement à une augmentation des déficits. C'est tout particulièrement vrai dans des pays qui, comme la Suède et la France, offrent un haut niveau de protection sociale à leurs citoyens et doivent donc faire face à une forte augmentation des dépenses sociales lorsque l'activité ralentit. C'est ce qui a poussé les pays du pacte de stabilité à décider ensemble que, pour le temps de la crise, les critères du pacte pourraient être appréciés avec plus de souplesse. Concrètement, cela veut dire qu'on autorise, de manière tout à fait exceptionnelle et temporaire, un niveau de déficits supérieur à ce que prévoit le pacte.

Mais tous les déficits ne se valent pas, tous n'ont pas la même signification, et surtout tous n'ont

pas les mêmes conséquences pour les finances publiques. Et cette plus grande tolérance que nous nous sommes accordée n'a de sens que si elle permet de financer les déficits qui sont directement liés à la crise et qui se résorberont avec elle, c'est-à-dire concrètement l'augmentation des dépenses de soutien à l'emploi. Je crois aussi que les efforts que nous faisons pour lutter contre le déficit ne doivent pas se faire au détriment des investissements nécessaires pour moderniser l'économie et augmenter notre compétitivité future. En aucun cas les déficits contractés en période de crise ne doivent servir à financer ce que j'ai appelé le « mauvais déficit », c'est-à-dire des dépenses structurelles supplémentaires, qui persisteraient même après la fin de la crise.

C'est cela que j'ai voulu rappeler. Et c'est cela, la philosophie qui a guidé nos choix depuis le début de cette crise. Nous avons décidé de répondre à la crise par l'investissement, car c'est le meilleur moyen de soutenir l'activité aujourd'hui tout en préparant la compétitivité de demain. Rien n'aurait été pire que de sacrifier l'avenir. Dans le même temps, les mesures que nous avons prises pour venir en aide à ceux qui sont le plus durement touchés n'ont pas créé de dépenses structurelles supplémentaires. Qu'il s'agisse de la meilleure indemnisation du chômage partiel, de la réduction temporaire de l'impôt sur le revenu pour les ménages modestes ou des autres mesures spécifiques, toutes ont été conçues pour agir pendant la crise et toutes se résorberont lorsque l'économie repartira, car elle repartira.

QUESTION - Après votre expérience à la présidence de l'UE: dans quelle mesure est-ce que l'UE dans son état actuel dispose-t-elle suffisamment de cohérence et de volonté politique pour peser dans les affaires du monde ?

LE PRESIDENT - L'Europe a la cohérence et la volonté qu'elle décide de se donner. L'Europe a tout pour être une grande puissance, il lui suffit de le vouloir. Ces derniers mois ont prouvé que quand elle s'en donne les moyens, l'Europe peut faire de grandes choses, pour elle-même et pour le monde. Face à la crise économique, face aux crises en Géorgie et à Gaza, face aux grands défis de notre temps, l'Europe a été un moteur.

Aujourd'hui plus que jamais, l'Europe a pris conscience que lorsqu'elle est unie et lorsqu'elle a une volonté, elle peut changer la marche du monde. Cet élan doit se poursuivre et je suis convaincu que c'est ce que fera la présidence suédoise.

Pour pouvoir jouer tout son rôle, l'Europe doit être plus visible et plus efficace. C'est pour cela que nous avons besoin du Traité de Lisbonne qui, en créant une présidence stable et en renforçant les pouvoirs du Haut Représentant, donne un visage et une voix à l'Europe et qui, en généralisant la règle de la majorité qualifiée, permet à l'Union de fonctionner plus efficacement à 27.

Le sort de Lisbonne est aujourd'hui entre les mains des Irlandais qui s'exprimeront à nouveau à l'automne. Ce sera un moment décisif de la Présidence suédoise.

Il était impératif que le Conseil européen des 18 et 19 juin s'accorde sur les garanties que l'Europe peut apporter à l'Irlande sur le traité, pour répondre aux inquiétudes qui se sont exprimées lors du dernier référendum, concernant par exemple la fiscalité, la défense ou encore les questions de société. C'est ce que nous avons fait. Il appartient désormais aux Irlandais de se prononcer et de faire le choix de l'Europe.

QUESTION - Qu'est-ce que vous vous attendez comme résultat de la conférence internationale de Copenhague sur le climat ? Un accord final global ou plutôt un point de départ pour un nouveau processus de négociation internationale ?

LE PRESIDENT - A Copenhague, nous avons rendez-vous avec l'Histoire. Nous sommes - faut-il le rappeler ? - la dernière génération à pouvoir agir contre le réchauffement climatique avant qu'il ne soit trop tard. Notre responsabilité est immense. Et quand je dis « notre » responsabilité, je ne pense pas seulement à nous, les pays industrialisés. Je pense aussi aux grands pays émergents, sans qui nous ne pourrions pas relever ce défi.

A Copenhague, il nous faudra avoir le courage d'aller très loin, le plus loin possible. Dans mon esprit, cela veut dire que nous devons tout faire pour parvenir à un accord qui soit à la fois mondial, ambitieux et juste. Mondial, parce qu'il devra engager non seulement les pays

industrialisées, les puissances émergentes et prévoir un soutien important aux pays les plus pauvres, que ce soit dans le cadre de la réduction des émissions globales ou en matière d'adaptation au changement climatique. Ambitieux, parce que les objectifs qu'il posera en termes de réduction d'émission devront être à la hauteur de la menace qui pèse sur nous, notamment telle qu'elle a été définie par les scientifiques du GIEC. Cet accord devra être juste, enfin, parce qu'il devra respecter le principe des responsabilités communes mais différenciées selon lequel les pays développés doivent faire plus que les pays en développement.

L'Europe a montré la voie en adoptant le paquet énergie-climat, qui fixe des objectifs et un niveau d'exigence qui n'ont tout simplement pas encore d'équivalent dans le monde. Et nous avons déjà dit que nous étions prêts à aller plus loin si nos partenaires s'engageaient sur un niveau d'effort comparable.

Il faut maintenant que les autres pays suivent. Le choix du Président Obama de s'investir pleinement dans ce combat nous offre, de ce point de vue, une chance historique de convaincre nos autres partenaires de s'engager à leur tour. Je souhaite que les Etats-Unis manifestent la même détermination que l'Union européenne pour un accord mondial à la hauteur des enjeux. Mais une chose est certaine, c'est que l'échec ne nous est pas permis. Tous ceux qui prendront place autour de la table devront en être conscient. Les générations futures ne nous le pardonneraient pas.

QUESTION - Le gouvernement suédois considère que la Turquie fait partie de l'Europe et que son adhésion sera un atout pour l'UE. Est-ce que cette position fâche vos rapports avec le gouvernement suédois ?

LE PRESIDENT - Absolument pas : le gouvernement suédois a une position, il est parfaitement normal qu'il l'exprime. Depuis le 1er juillet, toutefois, il ne s'exprime pas seulement au nom de la Suède mais au nom des 27. La France, pour sa part, considère que si la Turquie doit être étroitement associée à l'Union européenne elle ne doit pas y être intégrée.

Au-delà de cette question, je crois que nous devons accepter, en Europe, de ne pas être toujours d'accord sur tout. Le pire, ce n'est pas d'avoir des désaccords, le pire c'est de ne pas les assumer. Il faut en finir avec cette idée d'une Europe où l'on ne discuterait que de ce qui ne pose pas de problème. Je crois à une Europe qui n'a pas peur du débat.